

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule risques accidentels et risques chroniques

Albi, le 13/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



EURL SOR ENERGIES

Lieu-dit Plô du Millet
81110 ARFONS

Références : 81-CRARC-2022-39

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/04/2022 dans l'établissement EURL SOR ENERGIES implanté Lieu-dit Plô du Millet 81110 ARFONS. L'inspection a été annoncée le 08/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EURL SOR ENERGIES
- Lieu-dit Plô du Millet 81110 ARFONS
- Code AIOT dans GUN : 0006809970
- Régime : Autorisation

Le parc éolien du Plô du Millet à ARFONS a bénéficié d'un permis de construire en date du 15 mai 2007 délivré à la société SOR Energies. Il comprend 6 éoliennes de type ECO 80, ayant une hauteur de mat de 70m et une puissance unitaire de 2 MW, et a été mis en service le 3 octobre 2009. Il a fait l'objet en 2021 d'un arrêté préfectoral complémentaire portant sur le renforcement des mesures pour la protection des chiroptères.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Vérification des installations électriques
- Gestion des déchets
- mesures de protection des chiroptères

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Biodiversité	AP Complémentaire du 10/09/2021, article 2.5	/	Sans objet
Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Exploitation-Déchets	Code de l'environnement du 27/10/2011, article R.541-43	/	Sans objet
Exploitation – déchets	Code de l'environnement du 27/10/2021, article R.541-45	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Sans objet
Biodiversité	AP Complémentaire du 10/09/2021, article 2.2	/	Sans objet
Biodiversité	AP Complémentaire du 10/09/2021, article 2.1	/	Sans objet
Biodiversité	AP Complémentaire du 10/09/2021, article 2,4	/	Sans objet
Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	/	Sans objet
Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	/	Sans objet
Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	/	Sans objet
Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection a permis de mettre en évidence 4 non-conformités qui ne présentent pas un risque important pour la protection de l'environnement, pour lesquels l'inspection demande à l'exploitant de fournir les justificatifs de mise en conformité

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débiter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débiter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation. Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation. Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.../...
Constats : L'exploitant a réalisé un suivi de la mortalité au cours des 3 premières années d'exploitation (2010,2011,2012), rapport du décembre 2013. Le suivi comporte également un suivi de l'activité des chauves souris au sol et en altitude et un suivi acoustique. Le suivi est antérieur au protocole de suivi reconnu par le ministre. Ce suivi fait état de la mortalité de 61 chauves souris sur les 3 ans, dans les périodes allant de mai à octobre (dont 2 grandes noctules, 1 Minioptère de Schreibers, 5 noctules de Leisler) et 8 oiseaux. L'exposition au risque de mortalité était finalement évaluée comme fort pour la Noctule de Leisler et la Pipistrelle commune, modéré pour la Sérotine bicolore, la Grande noctule, le Minioptère de Schreibers, le Vespère de Savi et la Pipistrelle de Kuhl, faible pour le Grand/Petit murin, la Noctule commune, le Molosse de Cestoni, la Pipistrelle de Nathusius, la Pipistrelle pygmée, la Sérotine commune et très faible pour les autres espèces. Un bridage a été mis en place (vent < 4,5 m/s, du 1er mai au 31 octobre 2016, de 1h avant le coucher du soleil à 1h après le lever du soleil) et un nouveau suivi a été réalisé en 2016 qui a conclu à la nécessité de modifier les paramètres de bridage (du 1er mai au 10 novembre, vitesse < à 4,5 m/s, T°C > à 12°C, entre le coucher du soleil et le lever du soleil, pour toutes les éoliennes) Un nouveau suivi de la mortalité a été réalisé en 2019 entre le 5 août et mi-novembre (2 chauves souris en septembre et 2 oiseaux dont un busard Saint Martin trouvé hors protocole). Ce suivi apparaît globalement conforme au protocole 2018. Suite à ce suivi il a été préconisé de nouveaux paramètres de bridage pour toutes les éoliennes, du coucher du soleil au lever du soleil (en tenant compte de l'éphéméride) - du 1er mai au 14 août, vitesse < à 4,5 m/s, T°C > à 12°C, - du 15 août au 30 septembre, vitesse < à 5,5 m/s, T°C > à 12°C , - du 1er octobre au 10 novembre, vitesse < à 4,5 m/s, T°C à 12°C
Observations : Dans le cadre de l'opération RIET, ces paramètres ont été repris en élargissant les périodes de bridage (début le 15 mars et fin le 15 novembre), car la période de suivi retenue en 2019 ne permettait pas de garantir l'absence de mortalité avant le mois d'août, et en modifiant l'heure de début et de fin.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Biodiversité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/09/2021, article 2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Bridage chiroptères
Prescription contrôlée : Un plan de bridage qui consiste à arrêter la rotation des pales (mise en drapeau) de toutes les éoliennes du parc selon certains paramètres est mis en œuvre. Ce bridage doit être opérationnel chaque nuit entre le coucher du soleil et le lever du soleil et s'effectuer : entre le 15 mars et le 14 août lorsque : la température est supérieure ou égale à 12° C ; et la vitesse de vent est inférieure ou égale à 4,5 m/s. entre le 15 août et le 30 septembre lorsque : la température est supérieure ou égale à 12° C ; et la vitesse de vent est inférieure ou égale à 5,5 m/s. entre le 1er octobre et le 15 novembre lorsque : la température est supérieure ou égale à 12° C ; et la vitesse de vent est inférieure ou égale à 4,5 m/s. La vitesse du vent et la température sont mesurées à hauteur de nacelle. Le plan de bridage est opérationnel dans un délai de 2 mois à compter de la signature du présent arrêté.
Constats : L'exploitant a transmis copie de la commande passée à EG Renewables le 21/06/2021 pour la modification des paramètres de bridage. Les tableaux de données 10 minutes transmises pour 2021 pour chaque éolienne, issues du scada, montrent que les critères de bridage ont été modifiés en 2021, conformément à l'arrêté complémentaire (période étendue au 15 novembre, notamment) Pour 2022, les données 10 minutes n'ont pas été transmises par l'exploitant qui n'a pu y avoir accès en raison de la perte de la liaison satellite (déclarée par mail du 21 avril 2022). La liaison était encore défaillante le jour de l'inspection. Les données transmises par défaut montrent néanmoins des "Batstop" (arrêt suite à détection) à partir du 18 mars 2022.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Biodiversité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/09/2021, article 2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Réduction facteur d'attractivité
Prescription contrôlée : Pendant l'exploitation du parc éolien, tous les facteurs connus identifiés ci après susceptibles d'attirer les chiroptères sur le site et vers les éoliennes sont éliminés. Toutes les éoliennes, et en particulier les nacelles, sont conçues, construites et entretenues de manière à ne pas encourager les chauves-souris à s'y installer. Tous les vides et interstices sont rendus inaccessibles aux chiroptères dans la limite des contraintes techniques. Les éoliennes et leurs abords sont gérés et entretenus de façon à ne pas attirer les insectes c'est-à-dire à réduire le plus possible la concentration des insectes à proximité des mâts. Il n'y a pas d'éclairage sauf s'il est obligatoire pour des raisons de sécurité et cet éclairage ne doit pas attirer les insectes et se déclencher automatiquement lors de passage d'un chiroptère ou d'un oiseau. L'accumulation d'eau et l'apparition de nouveaux arbrisseaux sous la zone de rotation des pales sont à éviter.
Constats : Les dispositions sont prises pour éviter d'attirer les chiroptères. Il n'y a pas d'éclairage de sécurité. Les grilles d'aération des portes sont équipées de mousses laissant passer l'air et empêchant le passage des chiroptères. Les zones au pied de chaque éolienne sont débroussaillées.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Biodiversité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/09/2021, article 2,4
Thème(s) : Risques chroniques, évaluation de l'efficacité
Prescription contrôlée : Un suivi environnemental est réalisé dans la première année de mise en œuvre du plan de bridage. Ce suivi environnemental est réalisé selon les modalités définies dans le protocole national visé à l'article 12 de l'arrêté du 26 août 2011 (protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres dans sa version de mars 2018 ou version ultérieure). Ce suivi environnemental est communiqué à l'inspecteur de la DREAL au plus tard dans les 3 mois qui suivent sa finalisation. Dans le cas où le suivi environnemental conduirait l'exploitant à envisager des modifications du plan de bridage, l'envoi du suivi environnemental à l'inspecteur de la DREAL est complété par un porter à connaissance.
Constats : L'exploitant indique que le suivi environnemental est engagé pour 2022. Il fournit une copie écran de l'enregistrement du capteur de suivi des chiroptères depuis le 15 mars.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Biodiversité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/09/2021, article 2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle plan de bridage chiroptères
Prescription contrôlée : Le contrôle est fait à partir des données issues du système de contrôle et d'acquisition de données en temps réel (SCADA) . Ces données sont traitées par l'exploitant pour que l'inspection dispose pour chaque mât du parc éolien des courbes de fonctionnement et d'arrêt machine en continu avec un pas de temps de 10 minutes, en fonction de la température, de la vitesse du vent et de la vitesse du rotor (en RPM). Les données brutes et les données traitées sont stockées par l'exploitant pendant une durée minimale de deux ans. Les données brutes et les données traitées sont transmises à l'inspection sur simple demande avec le registre de défaillance et de maintenance.
Constats : Les tableaux de données 10 minutes issues du scada ont été transmises pour 2021 pour chaque éolienne. Ils présentent les états de fonctionnement et d'arrêt de la machine en fonction de la température, de la vitesse du vent et du temps. Pour 2022, les données 10 minutes n'ont pas été transmises par l'exploitant qui n'a pu y avoir accès en raison de la perte de la liaison satellite (déclarée par mail du 21 avril 2022). La liaison était encore défaillante le jour de l'inspection. L'exploitant transmettra les données 10 minutes pour les mois de mars et avril, dès que la liaison satellite sera rétablie, et au plus tard sous un mois.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Identification
Prescription contrôlée : (...) Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : Des panneaux sont posés à proximité des éoliennes, indiquant l'interdiction d'entrer, et alertant sur les risques électriques et le risque de chute de glace en cas de gel. Des numéros d'alerte sont également affichés. Les risques sont également identifiés au moyen de pictogrammes, sur une étiquette collée sur chaque éolienne.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : L'intérieur de l'aérogénérateur E11 est maintenu propre. Il n'a pas été constaté l'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : (...) Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : L'exploitant a transmis les rapports de vérification des installations électriques pour 2021 (rapport du 19 avril 2021) et 2022 (rapport du 26 avril 2022) Ces rapports mentionnent également une vérification en avril 2020. Le rapport 2021 mentionne 11 observations, celui de 2022, 9 observations dont 1 était déjà relevée en 2021
Observations : Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous 1 mois un calendrier de levée de ses observations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Maintenance
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté. L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
Constats : L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien " ECO PLATFORM MAINTENANCE MANUAL" composé de 10 fascicules dans lesquels sont précisées les opérations de contrôle et de maintenance qui doivent être effectuées, et leurs modalités. Le premier fascicule définit les fréquences de maintenance pour chacun des points de contrôles décrits dans les autres fascicules. L'exploitant a transmis les rapports des maintenances réalisées par EG Renewable en 2021 (maintenance 6 mois, maintenance 12 mois) Ces rapports mentionnent pour l'ensemble des points, le résultat du contrôle et identifient les défaillances détectées. Cependant, l'exploitant n'a pas présenté un registre synthétique consignait les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées. Ce registre doit être mis en place sous un mois.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
Constats : L'éolienne visitée (E3) est équipée d'un extincteur vérifié le 3/2/2022
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Exploitation-Déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/10/2011, article R.541-43
Thème(s) : Risques chroniques, registre des déchets
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.
Constats : L'exploitant ne dispose pas de registre des déchets. Les déchets sont générés lors des opérations de maintenance réalisées par la société chargée de la maintenance, GE ENERGY SERVICES FRANCE. Celle-ci a transmis une attestation indiquant les déchets produits sur le Parc d'Arfons en 2021. Cette attestation ne répond pas aux exigences de l'article R.541-43.
Il est demandé à l'exploitant de mettre en place, sous un mois, un registre comportant les informations prévues par l'arrêté ministériel du 29/02/2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Exploitation – déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/10/2021, article R.541-45
Thème(s) : Risques chroniques, Bordereau de suivi de déchets
Prescription contrôlée : Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets radioactifs, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau qui accompagne les déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau. Toute personne qui émet, reçoit ou complète l'original ou la copie d'un bordereau en conserve une copie pendant trois ans pour les collecteurs et les transporteurs, pendant cinq ans dans les autres cas. (...)
Constats : L'exploitant a transmis 35 bordereaux de suivi de déchets pour 2021 et 4 pour 2022. L'inspection constate que ces bordereaux ne sont pas émis par le parc d'Arfons en tant que producteur des déchets, mais par GE ENERGIES SERVICES FRANCE. En réalité, ils ne correspondent pas aux seuls déchets produits sur le parc d'Arfons mais aux déchets générés par le maintenancier lors des opérations d'entretien qu'il effectue sur plusieurs parcs. Les bordereaux des déchets doivent être établis par l'exploitant du parc pour permettre une bonne traçabilité des déchets jusqu'à leur élimination finale.
L'exploitant transmettra sous 2 mois des BSD correctement renseignés.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet